

Dans un précédent article
de *Terminal* 19/84,
nous avons mis en doute la viabilité
d'une filière électronique française (1).

Il n'est pas inutile de rappeler pour commémorer les ambitions affichées par le Président de la République : « *La grande affaire industrielle d'ici à la fin de ce siècle, à côté du redéploiement énergétique, est l'électronique, non seulement parce qu'il s'agit d'un secteur essentiel en terme de croissance, d'emploi ou d'exportation, mais aussi parce qu'il est au centre de toute modernisation de l'ensemble de notre industrie.* »

L'électronique constituera la priorité industrielle du IX^e Plan. Les investissements et l'effort de recherche des entreprises augmenteront de 50 % sur cette période, pour atteindre au total, en cinq ans, 140 milliards de francs » (2).

Ainsi est né le PAFE (Programme d'action filière électronique) qui, de fait, n'existe plus aujourd'hui en tant que plan structuré. Il est venu s'échouer sur cinq obstacles principaux.

1 - L'obstacle de l'austérité et du libre-échange

Pour construire une filière intégrée, il faut de l'argent, et du temps. De l'argent pour investir, et du temps pour pouvoir faire face aux concurrents qui disposent d'une avance technologique. Or, le tournant vers l'austérité pris en mars 1983 entre en contradiction avec ces deux exigences : ouverture des frontières, austérité budgétaire et autonomie de gestion des entreprises nationalisées ont pour résultat combiné un retour de fait à la politique des créniaux.

L'ouverture des frontières et l'autonomie de gestion font que les groupes français concernés réagissent très tôt en raisonnant par rapport au marché mondial, abandonnant ainsi l'horizon national, et même européen. Ou bien ils fléchissent devant la concurrence extérieure.

L'austérité quant à elle casse les débouchés et vient limiter les capacités de financement : l'enveloppe globale dont dispose le gouvernement se rétrécit et, avec la faible croissance, les ponctions opérées par les secteurs traditionnels comme la sidérurgie, limitent d'autant le redéploiement des moyens vers le secteur électronique.

Même si Chevènement avait été laissé libre de mener la politique qu'il préconisait, à partir de choix différents (mesures de protection, recherche d'un supplément de croissance, dirigisme plus affirmé vis-à-vis des groupes publics), il se serait de toute façon heurté à l'obstacle de la taille insuffisante de l'industrie française, et à l'absence de relais européen.

2 - L'obstacle européen

La construction d'une Europe industrielle dont la taille serait suffisante pour équilibrer la puissance des

Etats-Unis ou du Japon s'est heurtée à une autre contradiction fondamentale : les firmes multinationales n'ont pas plus de sentiment européen que d'attachement patriotique !

C'est même tout le contraire : l'association avec des firmes japonaises ou américaines a un double avantage. Elle permet d'accéder aux marchés étrangers, et de bénéficier des technologies les plus avancées.

Deux exemples récents : le 26 septembre dernier, IBM a signé un accord avec le groupe italien STET, filiale nationalisée de l'IRI, quelques mois après l'accord entre Olivetti et ATT. Dans cette affaire, la France supposée championne de l'industrie européenne n'a pas donné l'exemple : « *C'est en acceptant la revente de 30 % des actions d'Olivetti - détenues notamment par la CGE - que M. Fabius, alors ministre de l'Industrie, a en quelque sorte enclenché le mécanisme* » (3), de même, une autre filiale de la STET recherchait un accord avec Thomson, et s'est heurtée à un refus de son PDG.

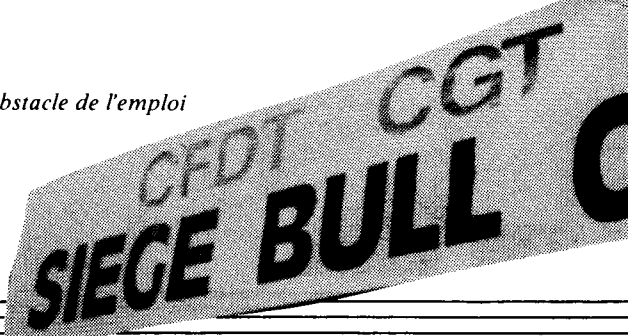
Mais c'est la Grande-Bretagne qui joue le mieux le rôle de cheval de Troie dans la CEE. Ainsi, le groupe japonais Yamazaki va investir dans une usine automatisée à Worcester : la production prévue à partir de 1986 représente la totalité du marché français en tours et centres d'usinage ! Il s'agit de tours à commande numérique, et nous sommes donc ici à un point stratégique de la filière, celui des biens d'équipement qui assurent la maîtrise des processus de production. On comprend la réaction des constructeurs européens qui parlent de « *conquête impérialiste* » et affirment qu'un tel projet « *au lieu de favoriser l'expansion des produits et de la technologie européenne, favorisera la main-mise japonaise sur une industrie que les plus hautes autorités européennes ont reconnue vitale* » (3).

Mais Mme Thatcher n'a pas tort non plus de constater que la balance commerciale britannique va s'en trouver mieux, grâce aux exportations de Yamazaki : de toute façon, « *la machine-outil anglaise n'est déjà plus une industrie nationale* » (3).

3 - L'obstacle des télécommunications

Le cas des télécommunications est particulièrement symptomatique dans la mesure où les groupes français

L'obstacle de l'emploi



bénéficient dans ce domaine d'une avance technologique : CGE apparaît comme un leader dans la commutation électronique temporelle, de même que Jeumont-Shneider pour la production de matériel de commutation privée ; enfin, avec Thomson, SAT et TRT, la position française est solide en transmission.

Par ailleurs, le succès de la collaboration avec l'Etat, sous l'égide de la DGT, représente également une expérience non négligeable. Tout devrait donc aller pour le mieux, d'autant plus que les accords de 1983 entre Thomson et la CGE semblaient mettre en place les conditions d'un renforcement de la position nationale.

Malgré tout ces atouts, l'avenir paraît sombre. La première raison tient à la démonopolisation d'ATT (American Telegraph and Telephone) aux USA, suivie de celle de NTT (Nippon Telegraph and Telephone) au Japon : cela signifie que la guerre est ouverte sur l'ensemble des marchés mondiaux. Or, même en réunissant leurs forces, CGE et Thomson ne font pas le poids : leur chiffre d'affaires en 1982 est de 2,8 milliards de dollars, contre 13 milliards pour Western Electric (ATT), 5 milliards pour ITT, 4,9 pour Siemens ; et ils ne représentent que 5 % du marché mondial.

Seconde raison : le marché intérieur français est en voie de saturation, d'où l'importance de développer de nouveaux débouchés — et même de les forcer — dans des domaines comme les réseaux câblés ou le Minitel (4).

Plus au fond, ce qu'on retrouve ici, c'est la spécialisation fragile de l'industrie française : les concurrents sont en général plus fortement spécialisés sur les télécommunications. Mais c'est surtout la spécialisation géographique qui fait problème : les deux-tiers des exportations se font vers le « Tiers-Monde », c'est-à-dire vers des marchés que l'austérité, imposée à la majorité de ces pays pour résorber leur endettement, va fortement rétrécir dans les dix ans à venir, et où la concurrence se fait de plus en plus rude. Par contre, un quart seulement des exportations est à destination des pays industrialisés européens, et 4 % vers les Etats-Unis.

Enfin, l'industrie des télécommunications est menacée par le retard français en matière de composants.

4 - L'obstacle des composants

Les composants, et notamment les circuits intégrés, constituent un pôle stratégique de la filière. Or, ici aussi,

la situation actuelle est une domination sans partage des USA et du Japon, reposant sur des investissements énormes : les groupes japonais (NEC, Hitachi, Toshiba) dépenseront par exemple 18 milliards de francs d'ici un an dans les semi-conducteurs : quatre fois plus en un an que les Français en quatre ans ! (5) Cette course aux investissements se fait d'ailleurs dans un climat de pénurie relative qui, selon un paradoxe dont le capitalisme a le secret, devrait se retourner pour déboucher sur une surproduction en 1986.

Or, le PAFE avait prévu une aide aux investissements, mais celle-ci n'a fait l'objet d'aucune ligne budgétaire : « *Les moyens financiers dont disposent les constructeurs français font piètre figure* » (6) : 250 millions de francs en 1984 pour MHS (Matra-Harris Semi-conducteurs) et 600 millions pour Thomson. C'est notoirement insuffisant et l'aide de l'Etat devrait prendre le relais pour soutenir ce que Gomez, PDG de Thomson, rappelle être « *une activité indispensable pour l'indépendance technologique de Thomson* ».

De son côté le directeur de la DGT, Dondoux, pense que l'industrie française devrait d'ores et déjà renoncer à s'engager dans cette voie hasardeuse, et se spécialiser dans les logiciels et les systèmes complexes.

On retrouve donc de manière constante la même contradiction obstinée : l'austérité s'oppose au dégauchement de moyens financiers, et, si la mise est trop petite, on risque de se retrouver sur les bras avec des ... surcapacités, par rapport aux possibilités d'absorption du marché mondial.

5 - L'obstacle de l'emploi et la dépendance extérieure

La filière ne créera pas globalement d'emplois sur la durée du IX^e Plan, c'est-à-dire d'ici à 1988. Les effectifs du secteur « construction électrique et électronique » passera selon les prévisions de l'INSEE, de 442 000 emplois en 1983 à 432 000 en 1989. Certes, c'est le secteur de l'industrie qui supprime le moins d'emplois, mais il n'y a pas de « compensation » positive entre secteurs modernes et secteurs traditionnels, contrairement par exemple à la thèse de Sauvy (6).

Ainsi, la DGT évalue à 5 000 les « sureffectifs » dans les Télécommunications, sur 70 000 emplois. L'avenir de la CGCT soulève de ce point de vue de graves inquiétudes.

Enfin, faute de pouvoir réaliser la maîtrise de l'ensemble de la filière, l'industrie électronique française ne saurait être l'instrument d'un desserrement de la contrainte extérieure : la concurrence de plus en plus vive, la fragilité de la spécialisation industrielle française lui enlèvent l'espoir de tirer son épingle de ce jeu-là. Et l'incapacité à réduire la dépendance extérieure en matière de biens d'équipement est aujourd'hui la faiblesse la plus grave de l'économie française.

Julien Delarue

1) J. Delarue, « Vers une sortie électronique de la crise ? » Terminal 19/84 n° 15, juillet 1983.

2) F. Mitterrand, Discours aux Journées de travail sur la politique industrielle. Novembre 1982.

3) E. Le Boucher, Le Monde, 13 septembre 1984.

4) J. Delarue, « Vivre sans Minitel ? », Terminal 19/84, n° 22, janvier 1985.

5) E. Le Boucher, « L'industrie française des circuits intégrés », Le Monde du 8/5/84.

6) A. Sauvy, La machine et le chômage. Livre de poche. Coll. Pluriel 1980.

